

COMMUNIQUE DE PRESSE

L'Observatoire de l'Action Gouvernementale suit avec attention le déroulement du processus électoral en cours au Burundi et se félicite de sa mise en route. Ceci est d'autant plus encourageant qu'il permettra au peuple burundais de se doter d'institutions démocratiquement élues, légitimes et crédibles, capables de redresser ce pays meurtri par plus de dix ans de guerre fratricide.

Les élections communales des 03 et 07 juin 2005 constituent le coup d'envoi de ce processus, après le référendum Constitutionnel du 28 février dernier. L'Observatoire de l'Action Gouvernementale salue la sérénité qui a marqué ces élections sur la plus grande partie du territoire national; il déplore cependant certaines irrégularités qui les ont caractérisées dans certains coins du pays.

Sans prétendre être exhaustif, l'Observatoire de l'action Gouvernementale voudrait revenir sur ces irrégularités en vue de demander aux différents acteurs du processus électoral de mieux les prévenir pour les autres rendez-vous électoraux.

1. Au cours de la campagne électorale pour les communales, les différents partis politiques et candidats indépendants ont essayé de respecter les règles du jeu; cependant, l'on a observé çà et là des comportements et des discours de propagande de nature à dérouter la population; c'est le cas de la Province Kayanza où les descentes respectives du Ministre d'Etat à la Bonne Gouvernance et Président du Parti CNDD-FDD Pierre NKURUNZIZA et du Président de la République et membre du Parti FRODEBU Domitien NDAYIZEYE ont failli soulever les membres de ces Partis les uns contre les autres. Le dernier jour de cette campagne pour les élections communales a même coûté la vie à un membre du Parti PARENA en Province de GITEGA.
2. La veille de ces élections communales, des cas de procurations et de cartes d'électeurs frauduleuses ont été signalées notamment en Province de KAYANZA, ce qui a même poussé la CENI à interdire à la dernière minute l'utilisation de procurations.
3. Le jour du scrutin, alors que tout laissait croire que les mesures de sécurité nécessaires au bon déroulement du vote avaient été prises par les services concernés, certaines populations des Provinces de Bubanza et de Bujumbura rural ont été réveillées par des crépitements d'armes automatiques qui les ont la protection des forces de sécurité burundaises et des contingents de l'ONUB. condamnées à fuir leurs ménages. Elles n'ont pu voter que quatre jours après sous

4. Dans certains bureaux de vote, les cartes de certains partis politiques se sont vite épuisées, un préjudice à charge de la CENI. Des informations concordantes font état d'un certain nombre d'actes d'intimidation que les électeurs auraient subi sur le chemin des urnes dans pas mal de localités du pays.
5. La décision de la CENI d'annuler les procurations n'a pas été appliquée dans certains centres de vote, la CENI n'ayant pas informé tous ses agents de cette mesure qu'elle a prise à la dernière minute.
6. Des Partis politiques ont d'ailleurs déjà saisi la CENI pour lui demander de sévir contre les auteurs des différentes irrégularités, mais la CENI semble se désengager et renvoyer la balle aux juridictions pénales.
7. Depuis le lendemain du scrutin jusqu'aujourd'hui, l'Observatoire de l'Action Gouvernementale constate amèrement que les membres du CNDD-FDD et du FRODEBU se regardent toujours en chiens de faillance, et en viennent même jusqu'à la confrontation physique dans certaines localités. Il s'agit ici de comportements qui risquent de créer la zizanie chez les populations et de mettre à mal le processus électoral sans parler du processus électoral sur lequel reposent tous les espoirs d'un Burundi réconcilié. Cela est d'autant plus inquiétant que certaines informations indiquent que le FRODEBU serait en train de distribuer des tracts de diabolisation du CNDD-FDD et qui risquent de raviver malheureusement la haine ethnique chez les burundais.

Pour la suite du processus électoral, l'Observatoire de l'Action Gouvernementale demande :

- *Particulièrement à la CENI:*

De tirer de ces irrégularités les leçons qui s'imposent pour mieux préparer les législatives. Cela passe avant tout par l'analyse rigoureuse des différentes plaintes déjà en ses mains, afin de sanctionner les auteurs des différentes infractions au regard du Code électoral. La CENI devrait aussi préparer à temps toute la logistique qu'exigent les élections législatives du 4 juillet prochain, et s'assurer en même temps que toutes les dispositions sécuritaires ont été prises à temps par les Services concernés.

- *aux Partis politiques et aux candidats indépendants:*

de respecter scrupuleusement le code de conduite qu'ils ont adopté eux-mêmes en évitant tout comportement de nature à nuire au bon déroulement du vote. Chacun des candidats devrait se préparer et préparer ses sympathisants à accueillir avec calme et sérénité les résultats du scrutin. Les actes de provocation ou d'intimidations réciproques devraient être bannis afin de permettre aux populations d'exercer librement leur droit de citoyens. L'Observatoire de l'Action Gouvernementale demande particulièrement aux

Leaders des Partis FRODEBU et CNDD-FDD de mettre fin aux discours et attitudes de confrontations.

- *à la Société Civile et aux médias:*
de rester toujours vigilants afin de prévenir et de dénoncer à temps tout ce qui pourrait compromettre le bon déroulement du processus électoral.

- *à la communauté internationale, en particulier l'ONUB*

de poursuivre et de renforcer son appui technique et financier en faveur des élections en cours au Burundi.

- *Au Gouvernement du Burundi et au Mouvement armé PALIPEHUTU-FNL*

L'Observatoire de l'Action Gouvernementale demande au gouvernement burundais et au PALIPEHUTU-FNL de respecter la déclaration de cessation des hostilités à laquelle ils ont souscrit en mai dernier afin de permettre aux élections de se dérouler dans le calme et la sérénité.

Fait à Bujumbura le 21/06/2005

Pour l'Observatoire de l'Action Gouvernementale

Onesphore NDUWAYO

Vice-Président